

PLEINS FEUX SUR LES CHERCHEURS LATINO-AMÉRICAINS

LES CHEFS D'ÉTATS ET DE GOUVERNEMENTS DÉMOCRATIQUEMENT ÉLUS QUI ONT PARTICIPÉ AU SOMMET DES AMÉRIQUES À QUÉBEC EN AVRIL DERNIER PARTAGEAIENT UNE VISION DE L'AVENIR REPOSANT SUR DES VALEURS ET DES OBJECTIFS COMMUNS : RENFORCER LA DÉMOCRATIE, PROTÉGER LES DROITS DE LA PERSONNE, FAVORISER LA SÉCURITÉ HUMAINE, ENGENDRER LA PROSPÉRITÉ ET FOURNIR À TOUTES LES POPULATIONS L'OCCASION DE RÉALISER PLEINEMENT LEUR POTENTIEL.

Le CRDI a été intéressé tout particulièrement par l'engagement de ces dirigeants à accroître la participation des citoyens à la vie politique, économique, sociale et culturelle de leur pays et de toute la région. Parmi ces « citoyens », se trouvent des chercheurs spécialisés en sciences naturelles et en sciences sociales. Il est extrêmement important que les gouvernements nationaux les associent aux efforts qu'ils consentent pour bâtir des sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères; ces chercheurs possédant les connaissances et les aptitudes novatrices voulues pour trouver des solutions pratiques et durables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels font face les pays de l'Amérique latine. Ils doivent faire entendre leur voix.

Le Sommet a permis au CRDI et à ses partenaires de recherche de saisir des occasions uniques. Au cours de l'année qui a précédé le Sommet, le CRDI a veillé à ce que, régulièrement, les chercheurs latino-américains se prononcent sur les grandes questions que sont le libre-échange dans les Amériques, la réforme des systèmes de santé et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement. La Gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, a rencontré bon nombre des chercheurs-partenaires du CRDI lors de la visite officielle qu'elle a effectuée au Chili en mai dernier. À titre de membre de la délégation canadienne qui accompagnait la Gouverneure générale, j'y ai pour

ma part, animé un déjeuner-causerie auquel ont pris part Son Excellence la Gouverneure générale, les principaux partenaires du CRDI et les représentants de l'ambassade du Canada au Chili. La délégation s'est ensuite rendue à l'île de Chiloé pour faire la connaissance des membres de la collectivité et des chercheurs qui collaborent au Réseau international de forêts modèles.

Certains des partenaires du CRDI ont aussi été invités à venir au Canada faire part de leur expertise, des leçons qu'ils ont tirées des projets et des résultats de leurs recherches lors de diverses tribunes, notamment devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international ainsi qu'à l'occasion de séminaires et d'ateliers sur les politiques (plus de détails en page 2).

Nous nous sommes félicités, en outre, de ce que le gouvernement fédéral fasse appel aux compétences des partenaires de recherche du CRDI dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement économique et social des pays de l'Amérique latine. Leurs connaissances et expériences sont d'une valeur inestimable pour mener à bien les activités qui seront entreprises dans la région par le nouvel Institut pour la connectivité dans les Amériques dont la création a été annoncée par le premier ministre Jean Chrétien dans le cadre du Sommet. L'Institut, qui logera au CRDI, mettra les TIC au service des populations grâce à un programme bâti pour l'hémisphère et qui aura recours à ces technologies afin d'aider à la réalisation des objectifs du Sommet en matière de démocratie, de prospérité et de potentiel humain.

Le CRDI contribuera également à l'atteinte de ces objectifs dans le cadre d'autres activités. Le Centre appuie, en Amérique latine, la recherche axée non seulement sur les TIC au service du développement, mais aussi sur l'équité sociale et économique et sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Fort de ses trente années de présence dans la région, le CRDI continuera de travailler en collaboration avec des réseaux de partenaires comme le Réseau latino-américain sur le commerce.

J'espère que ce numéro des Amis du CRDI saura vous plaire. Bonne lecture !


Maureen O'Neil
Présidente

LE CRDI AU SOMMET DES AMÉRIQUES 2001

Dans les mois qui ont précédé le Sommet des Amériques, le CRDI a fait connaître les travaux qu'il appuie dans l'hémisphère aux responsables des politiques et aux décideurs, aux journalistes, aux entreprises privées, aux donateurs et à la communauté des chercheurs dans son ensemble. Il voulait ainsi alimenter les discussions sur les enjeux importants pour la région — libre-échange, accès équitable et sensé aux TIC, gestion de l'environnement, et santé, notamment — en donnant l'occasion à ses partenaires de recherche de partager leurs connaissances et leurs expériences. Les paragraphes qui suivent résument la contribution du CRDI au Sommet.

« Le libre-échange : une bonne ou une mauvaise affaire ? » Une partenaire de recherche du CRDI s'interroge

Diana Tussie, agrégée supérieure de recherche au Département des relations internationales de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), en Argentine, et directrice du Réseau latino-américain sur le commerce appuyé par le CRDI, a fait une présentation devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, le 28 mars 2001 (voir à la rubrique **Le CRDI dans les médias** un résumé du point de vue de Diana Tussie sur le libre-échange). Sa présentation, intitulée *The Free Trade Area of the Americas (FTAA): Good or Bad Cholesterol?* [La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) : bon ou mauvais cholestérol ?] portait sur la perspective latino-américaine de la ZLEA proposée. À l'issue de sa présentation, un des membres du comité a recommandé que l'on invite un plus grand nombre de chercheurs du Sud subventionnés par le CRDI à prendre la parole devant le Comité permanent.

De meilleurs services de santé en Amérique latine

Juste avant le Sommet des Amériques (du 17 au 19 avril), le CRDI et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) ont organisé à Montréal un séminaire sur les services de santé en Amérique latine. Des représentants du Canada et de plus de 15 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont entendus sur des recommandations susceptibles d'aider les décideurs à élaborer des politiques de santé plus équitables.

Ces recommandations comportent divers objectifs : favoriser la réalisation d'un plus grand nombre de recherches de qualité afin de trouver des moyens d'assurer un accès équitable à de bons services de santé; investir dans des structures, procédés et activités qui réduiraient l'écart entre la recherche et les politiques; et faciliter les échanges entre les établissements du Canada, de l'Amérique latine et des Caraïbes de sorte que les chercheurs puissent mutuellement profiter de leurs expériences et des bonnes pratiques établies. Le CRDI et l'OPS présenteront ces recommandations aux décideurs des divers pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Des partenariats sur le libre-échange et l'environnement avec le secteur privé

Libre-échange et environnement dans les Amériques : qu'en est-il ? Leçons apprises et perspectives, tel était le titre d'une table ronde organisée conjointement par le CRDI et l'aluminerie canadienne ALCAN Inc., le 19 avril à Montréal. Cet événement a eu lieu lors de la 7^e édition de la Conférence de Montréal qui portait sur la question complexe de la création d'une zone de libre-échange des Amériques.



La table ronde a donné lieu à un dialogue libre et constructif entre les chercheurs du Nord et d'Amérique latine et les représentants des organismes publics et du secteur privé sur une question des plus délicates. La présidente du CRDI, Maureen O'Neil, et deux membres du Réseau latino-américain sur le commerce,

financé par le CRDI — Claudia Schatan, du Mexique, et Pedro da Motta Veiga, du Brésil — y ont participé. Le directeur de la recherche d'ALCAN, Hugh Porteous, a présenté un point de vue du secteur privé sur le commerce et l'environnement dans les Amériques. De son côté,



Pierre Marc Johnson et Maureen O'Neil

Pierre Marc Johnson, ancien premier ministre du Québec et expert-conseil en matière de commerce et d'environnement, a exposé les recommandations rendues publiques à l'occasion du Symposium hémisphérique sur le commerce et le développement durable tenu à Québec du 17 au 19 avril, immédiatement avant le Sommet. Plus de 180 spécialistes des enjeux touchant les deux hémisphères ont formulé ces recommandations qui visent à l'établissement de relations synergiques entre les politiques sociales, environnementales et commerciales dans les Amériques.

Le CRDI et la connectivité dans les Amériques

Le 22 avril, le premier ministre Jean Chrétien annonçait que la contribution du Canada à la réalisation des objectifs du Sommet des Amériques 2001

prendrait la forme d'un Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA). « Nous commençons à peine à nous rendre compte de l'immense potentiel des populations d'un hémisphère dont les collectivités les plus petites et les plus éloignées sont reliées aux rues les plus surpeuplées des plus grandes cités d'Amérique », a déclaré le premier ministre. Étant donné l'expérience du CRDI, depuis longtemps rompu à l'accès aux TIC au regard des problèmes de développement humain, le nouvel institut sera hébergé au Centre.

Pour le CRDI, cette annonce — qui prolonge la stratégie Un Canada branché et les programmes canadiens en faveur du développement international et des technologies de l'information et des communications (TIC) — a été le point culminant de plusieurs mois de collaboration entre le personnel du CRDI, les chercheurs locaux affectés au programme et le gouvernement du Canada sur l'utilisation des TIC pour le développement de l'Amérique latine. En septembre 2000, par exemple, des chercheurs financés par le CRDI ont présenté un dossier sur cette question à Ottawa. Le gouvernement canadien a ensuite invité le Centre à contribuer à la rédaction d'un document sur les TIC devant faire l'objet de discussions lors de la réunion du Groupe de suivi du Sommet (chargé de la négociation des thèmes abordés au



Photo CRDI : Luis Barroña

Sommet) qui a eu lieu à Washington, les 28 et 29 novembre 2000. Les discussions se sont articulées autour d'une série de brèves présentations faites par le CRDI, Industrie Canada, la Banque inter-américaine de développement et le gouvernement de la Colombie sur les réalisations dues aux TIC en Amérique latine.

L'ICA, qui soutiendra les thèmes du Sommet par l'utilisation des TIC, renforcera la capacité des populations de la région de participer à l'édification d'une société de plus en plus fondée sur le savoir. L'Institut suivra les directives d'un conseil consultatif hémisphérique composé de représentants du gouvernement, d'organisations non gouvernementales, du milieu universitaire et du secteur des affaires. La contribution initiale du Canada à l'ICA sera de 20 millions \$; on s'efforcera de trouver des sommes additionnelles et de former des partenariats intéressés à apporter leur aide.

NOUVEAU PROJET TIC AU COSTA RICA

Entouré d'élèves des écoles locales, le ministre des Affaires étrangères John Manley a annoncé, lors d'une visite au Costa Rica en juin 2001, que le CRDI consacrerait 156 000 \$ à la mise au point d'une méthode d'évaluation de l'incidence des TIC dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. « Il est temps que les gouvernements et les organisations internationales, qui depuis des années investissent dans les TIC pour améliorer l'apprentissage, sachent quelles sont les diverses répercussions sociales de ces technologies », a-t-il affirmé. « Il est essentiel d'élaborer dès maintenant une méthode qui permette d'évaluer ces effets. »

Le CRDI a été choisi pour appuyer un de ses principaux partenaires du Costa Rica, la Fondation Omar Dengo, dans la mise en œuvre de ce projet. Organisme sans but lucratif qui a été parmi les premiers à faire entrer les nouvelles technologies de l'information dans les écoles publiques, la fondation a déjà identifié les domaines où il est nécessaire de poursuivre les recherches. Grâce au financement du CRDI, elle travaillera en étroite collaboration avec un groupe d'experts costaricains de haut niveau afin de déterminer comment tirer le meilleur parti des TIC au profit du développement social et de l'éducation en particulier.



JEFFREY SACHS ET LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT



« SELON MOI, LES PROGRÈS TECHNOLOGIQUES ONT GRANDEMENT AMÉLIORÉ LA QUALITÉ DE L'INCROYABLE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL DONT JOUISSENT LES PAYS RICHES. ET JE CROIS QU'EN INVESTISSANT DE MÊME DANS LE DOMAINE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE, ON POURRAIT EN FAIRE AUTANT DANS LES PAYS PAUVRES SI ON S'OCCUPAIT RÉELLEMENT DE LEURS PROBLÈMES. »

— JEFFREY SACHS

D'après Jeffrey Sachs, économiste de renommée mondiale et directeur du Center for International Development de l'Université Harvard, les différentes régions du monde n'ont pas un traitement égal face à la mondialisation. S'adressant aux 235 invités du CRDI, le 19 juin 2001, Sachs a fait remarquer qu'indéniablement les pays industrialisés — les États-Unis en particulier — ne saisissent pas toutes les occasions qui sont à leur portée, ce qui les empêche d'intervenir efficacement pour favoriser un développement économique à grande échelle.

La géographie — plus précisément l'emplacement, le fait d'être à proximité des marchés, de côtes donnant sur la mer ou de voies navigables — est un facteur déterminant du développement économique. Toutefois, affirme Sachs, c'est un fait rarement reconnu si tant est qu'il le soit. Les mêmes facteurs géographiques déterminent qui sont les gagnants et les perdants au jeu de la mondialisation, poursuit-il, soulignant que, tout compte fait, « la mondialisation est une condition nécessaire du développement pour les pays pauvres », mais qu'elle « est bien loin d'être suffisante ».

Le développement économique, déclare Sachs, exige une approche sérieuse de trois enjeux : le développement social, en particulier la santé; la réforme économique; et la politique industrielle ou le développement des entreprises. Le système actuel ne fonctionne pas, fait-il valoir. « Il nous faut une stratégie sérieuse qui tienne compte du fait que la mondialisation n'est pas une panacée. Ce n'est pas une calamité. C'est une réalité. » Cependant, dit-il encore, « elle ne résoudra pas les crises qui sévissent en Afrique subsaharienne, dans la région andine et dans une grande partie de la masse continentale d'Eurasie ». Il faut des investissements massifs en santé de même qu'en sciences et en technologie pour s'attaquer aux problèmes des régions tropicales. « Si nous réussissons à prendre les choses en mains et à faire ce qu'il faut, nous pourrions vraiment améliorer le monde », conclut-il.

[Lire le texte intégral de la présentation de Jeffrey Sachs sur le site du CRDI à www.crdi.ca.]

LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES APRÈS BUENOS AIRES : « BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN » ?

La libéralisation du commerce dans les Amériques pourrait produire autant de perdants que de gagnants. Voilà ce que soutient Diana Tussie, directrice du Réseau latino-américain sur le commerce, appuyé par le CRDI, dans un article paru dans *Le Devoir*, le 14 avril. « Et parmi ces perdants, on pourrait bien retrouver les groupes déjà les plus défavorisés de la société et l'environnement », écrit-elle.

Lors de leur réunion à Buenos Aires, au début d'avril, les ministres du Commerce ont réalisé peu de progrès sur les principaux enjeux commerciaux qui donneraient aux pays de l'Amérique latine libre accès au marché, si ce n'est l'adoption d'un calendrier pour les négociations sur les barrières tarifaires, a-t-elle déclaré. Les principaux points de désaccord avaient trait aux dispositions anti-dumping, aux subventions à l'agriculture et aux barrières non tarifaires, questions au cœur de tout accord commercial. Un accord non assorti d'un accès réel aux marchés ne sera pas facile à faire accepter par l'Amérique latine.

Néanmoins, aussi minime soit-elle, cette entente est « toute une réalisation », souligne Tussie. Cette volte-face indique non seulement que les négociations ont avancé, mais aussi que l'attitude des gouvernements latino-américains a changé : zélés ou réticents au départ, ils acceptent désormais la situation avec réalisme et participent activement aux négociations.

Tous les pays de l'Amérique latine espèrent stabiliser leur croissance économique grâce au commerce et à l'investissement. À cet égard, ils attendent beaucoup de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Mais, fait valoir Diana Tussie, l'Amérique latine est la région du monde où la répartition des revenus est la plus inégale. Les

conséquences pour la stabilité politique, la sécurité humaine et la dégradation de l'environnement sont prévisibles. Or la ZLEA est censée favoriser la prospérité par le libre-échange, l'intégration économique et l'élimination de la pauvreté. Ce n'est que si l'on atteint ces objectifs que la ZLEA aura une incidence positive sur les populations de l'Amérique latine.

À brève échéance, toutefois, la nécessité de s'adapter créera une ligne de faille entre les groupes qui ont les compétences et la mobilité voulues pour prospérer sur les marchés mondiaux et ceux qui en sont dépourvus. Si l'application de ces mesures ne se fait pas graduellement, il pourrait en résulter de fortes tensions entre les générations, les grandes entreprises et les petites sociétés, et les travailleurs qui n'arrivent pas à rattraper le peloton.

Pour Diana Tussie, la rencontre de Buenos Aires a aidé à combler un sérieux « déficit démocratique » causé par l'action de négociateurs intermédiaires, les rencontres des ministres du Commerce et les sommets présidentiels. Réagissant aux critiques des organisations de la société civile, les ministres ont adopté une série de mesures en vue d'accroître la transparence du processus — une petite victoire pour la société civile. Celle-ci estime, cependant, que le défi le plus important pour la ZLEA dans les prochaines années consiste à faire en sorte que l'intégration économique ne contribue ni à la désintégration sociale des nations ni à la détérioration de l'environnement.



LE VISAGE DE LA RECHERCHE

MURAD J. BINO



MURAD BINO A PASSÉ LES VINGT-DEUX DERNIÈRES ANNÉES PLONGÉ DANS DES DOSSIERS SUR LA GESTION DE L'EAU ET

LA CONSERVATION. COMME QUICONQUE VIVANT DANS UN PAYS SEMI-ARIDE DU MOYEN-ORIENT, TOUTEFOIS, IL EST INCAPABLE D'ABORDER CES QUESTIONS AVEC UN DÉTACHEMENT PUREMENT PROFESSIONNEL.

Repassant en esprit l'œuvre de toute sa vie alors qu'il était de passage au siège du CRDI vers la fin de l'hiver — au moment où la neige s'apprête à fondre — Murad Bino s'attarde à une scène fort différente qu'il a vécue dans son Amman natal, en Jordanie. C'était en août 1998 — le mois le plus chaud d'« un des étés les plus chauds », se rappelle-t-il : la station d'épuration qui comble 40 % des besoins de la ville a été contaminée par des algues et a dû fermer. « L'eau était déjà rationnée », raconte-t-il. « Habituellement, l'approvisionnement ne se faisait que deux fois par semaine. Durant la crise, nous n'avons pas eu d'eau pendant deux semaines. Quand il est impossible d'avoir de l'eau au robinet pendant aussi longtemps, la situation devient très tendue. »

L'incident a eu ceci de bon qu'il a alerté les autorités, les forçant à redoubler d'efforts pour régler le problème de l'eau et a rappelé au public que l'eau est une ressource rare et précieuse. Mais il n'est pas besoin d'en convaincre Murad Bino. Aujourd'hui directeur exécutif du Réseau inter-islamique sur le développement et la gestion des ressources en eau à Amman, Bino travaille depuis plus de deux décennies, d'une façon ou d'une autre, à retarder au Moyen-Orient l'imminence d'une crise de l'eau. C'est une recherche qu'il a effectuée, à la fin des années 1970, sur l'utilisation des filtres au charbon actif pour le recyclage des eaux usées industrielles, qui a constitué le point d'entrée de Bino dans le domaine de la gestion de l'eau. Ingénieur chimiste de formation, il a aussi aidé à la conception de plusieurs stations d'épuration en Jordanie depuis les années 1980 — dont certaines ont été agrandies ou modifiées et sont toujours en exploitation.

Son association de longue date avec le CRDI a également aidé Murad Bino dans ses travaux. Cette relation a débuté dans les années 1980 alors que le CRDI lui a accordé (il était à l'époque à

la Société scientifique royale de Jordanie) une subvention pour étudier l'incidence économique et sociale du réservoir du roi Talal. Au début des années 1990, le CRDI a appuyé un autre projet de Bino, cette fois pour déterminer s'il était possible de traiter et de récupérer les eaux usées de la production d'huile d'olive. « Le projet est allé bon train pendant quatre ans », relate-t-il, « et lorsqu'il a pris fin, nous avons construit une station d'épuration qui a fort efficacement réduit les rejets des eaux usées des usines de traitement de l'olive. »

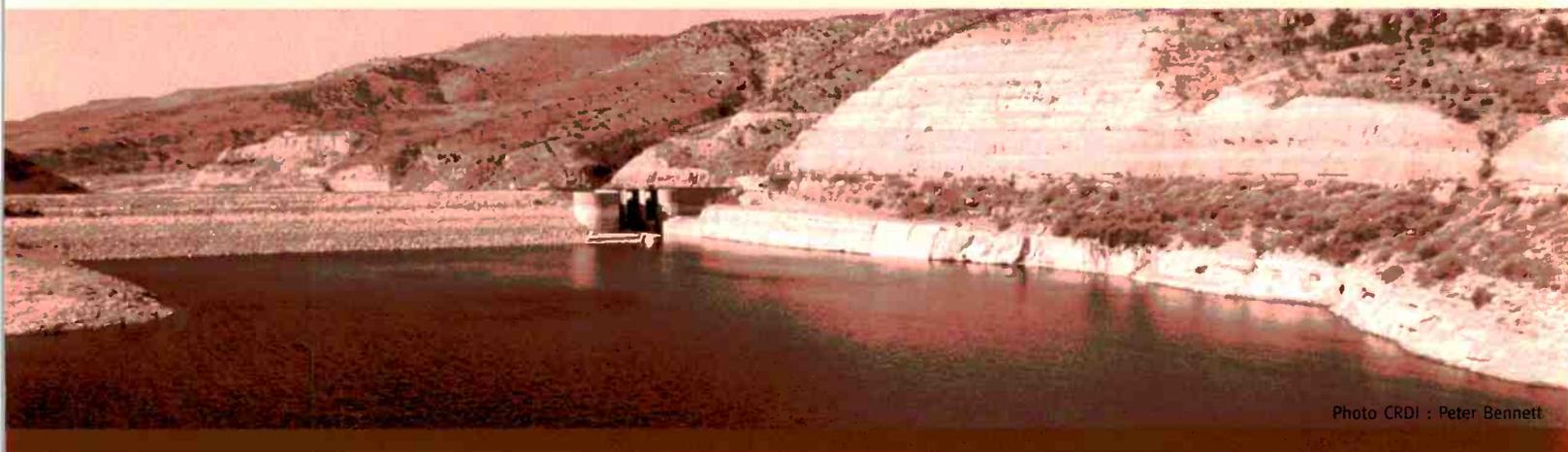
Ce succès a jeté les bases d'un nouveau projet, financé par le CRDI, dans le cadre duquel Bino évaluera la possibilité de réutiliser ce qu'il est convenu d'appeler les « eaux grises » (eaux ménagères non traitées provenant des quartiers résidentiels) pour la culture de produits non destinés à l'alimentation humaine. En outre, un ouvrage récemment publié par le CRDI et la United Nations University Press, *Water Management in Islam*, est paru sous la direction de Murad Bino (en collaboration avec Naser Faruqi et Asit K. Biswas). Rédigé en anglais, le livre sera bientôt traduit en arabe.

Un des principaux thèmes de cet ouvrage — la nécessité pour les chercheurs de concilier leurs travaux et les objectifs politiques avec les valeurs culturelles et religieuses des gens à qui ils s'adressent — est un sujet quotidien dans la vie de Bino. La réutilisation des eaux usées est un exemple typique. À une certaine époque, beaucoup croyaient que selon l'islam, qui exige le respect rigoureux des normes de propreté, la réutilisation des eaux usées était illégale. L'affaire a été tirée au clair, rappelle Bino, par la publication d'un *fatwa* (précepte religieux) spécial en Arabie saoudite à la fin des années 1970. Depuis lors, l'acceptation du recyclage de l'eau a tout doucement fait son chemin dans toutes les strates de la société moyen-orientale.

De fait, les règlements très précis sur l'utilisation de l'eau édictés par la loi islamique contribuent à la mission que s'est donnée Murad Bino de veiller à ce que l'eau soit largement et équitablement distribuée. « S'il est une chose que le Prophète — paix et bénédiction sur lui — a enseigné aux Musulmans c'est qu'il ne fallait pas gaspiller l'eau, même si vous vous trouvez au beau milieu d'une rivière », explique Bino. L'islam enseigne aussi que l'accès à l'eau potable est un droit collectif pour tous, humains et animaux, dans la mesure où les voyageurs et les bergers (avec leurs bêtes) sont autorisés à pénétrer sur une propriété privée pour boire à même une rivière ou un autre cours d'eau.

Murad Bino se réjouit que le CRDI partage son objectif : utiliser les connaissances tant sur le plan social que technique pour s'assurer que l'eau, potable et propre, reste précisément un bien et un droit collectif.

Le livre *Water Management in Islam* est offert à la Booktique du CRDI, à www.idrc.ca/booktique



HOMMAGE À VULIMIRI RAMALINGASWAMI



C'est avec un profond regret que nous annonçons que le professeur Vulimiri Ramalingaswami, éminent membre du Conseil des gouverneurs du CRDI au cours des onze dernières années, a succombé au cancer. Le professeur Ramalingaswami est décédé le 28 mai 2001, à New Delhi, à l'âge de 80 ans.

Chercheur médical le mieux connu de l'Inde, le professeur Ramalingaswami a grandement contribué à la recherche sur la malnutrition, notamment sur les protéines, les calories et les carences en iode ainsi que sur les maladies du foie dans les tropiques. Il s'est intéressé tout particulièrement à la conception d'un enseignement médical adapté aux pays en développement. Au cours des dernières années, il a entrepris l'étude d'infections qui sont réapparues en Inde et il travaillait à l'élaboration d'un système de surveillance nationale des maladies infectieuses. Le professeur Ramalingaswami était aussi président de l'Institut national d'immunologie et du Comité consultatif national de l'Initiative Micronutriments (Inde).

UNE NOUVELLE BOURSIÈRE BENE PART ÉTUDIER AU CAMBODGE

Cindy O'Brien, étudiante qui prépare une maîtrise en gestion des ressources à l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique, a remporté cette année la bourse John G. Bene en foresterie communautaire : l'arbre au service de l'humanité. La bourse lui permettra d'examiner comment les collectivités locales gèrent les ressources forestières afin d'améliorer les conditions de vie sur le site historique protégé de Angkor Vat, au Cambodge. Son évaluation des effets écologiques et économiques de la foresterie sociale pratiquée en zone protégée sera réalisée avec la participation des villageois.

Cette bourse annuelle est décernée grâce à un legs de la succession de John G. Bene, ancien gouverneur du CRDI, membre fondateur et premier président du Centre international pour la recherche en agroforesterie. Respectant le grand souci qu'il avait des répercussions de l'exploitation forestière, la bourse a pour but d'aider des étudiants canadiens des deuxième et troisième cycles à effectuer des recherches sur les liens qui existent entre les ressources forestières et le bien-être, sur les plans social, économique, culturel et environnemental, des populations des pays en développement.

Pour contrer la crise écologique actuelle

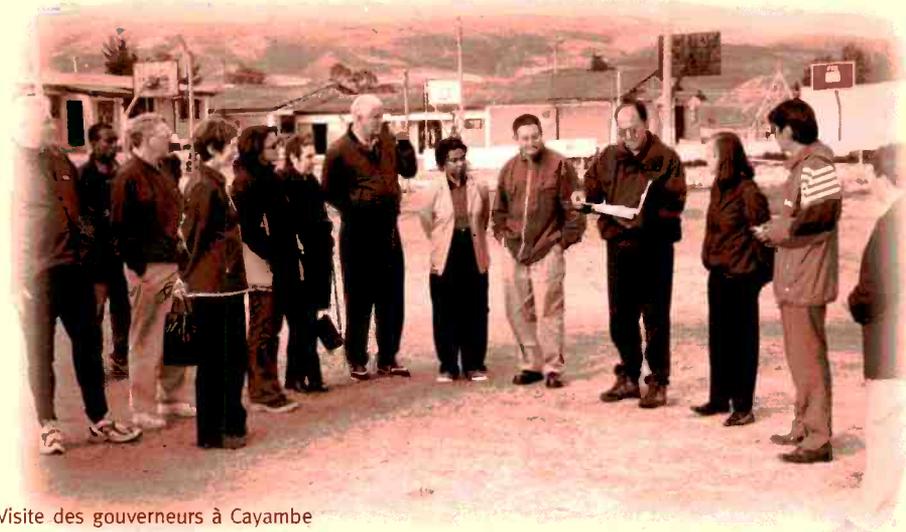
Gail Hochachka, boursière Bene de l'an dernier, a utilisé les fonds pour mener une recherche sur le terrain sur le développement économique communautaire lié à la conservation et à la remise en état d'une mangrove à la Bahía de Jiquilisco (El Salvador). « Dans un pays dont on considère que l'environnement est le plus dégradé du continent américain, cette région côtière faite de mangroves, d'îles, de terres humides et d'aires de nidification recèle un écosystème naturel qui est un véritable trésor national », affirme Mme Hochachka.

La bourse John G. Bene « m'a donné l'occasion de découvrir ce qu'exige le développement communautaire durable; là où les écosystèmes sont protégés, les capacités sociales s'accroissent et on peut répondre aux besoins économiques », poursuit-elle. « Les compétences que j'ai acquises dans le cadre de cette recherche sont opportunes et nécessaires dans un monde qui se soucie de trouver les moyens de contrer la crise écologique actuelle. »

DES GOUVERNEURS EN VISITE EN ÉQUATEUR ET AU GUATEMALA

Pour en savoir davantage sur les activités du CRDI sur le terrain et rencontrer les partenaires de recherche du Centre, six gouverneurs du CRDI — Sir Meredith Alister McIntyre, de Grenade; Norah Olembo, du Kenya; et les Canadiens Marie Battiste, Tom McKay, Linda Sheppard Whalen et Olav Slaymaker — se sont rendus récemment en Équateur et au Guatemala. Accompagnés de la présidente du CRDI, Maureen O'Neil, et du directeur régional Carlos Seré, ils ont passé une semaine à visiter les sites de projets et des centres de recherches. Ils ont en outre rencontré diverses instances gouvernementales, des autochtones et des paysans, des partenaires du CRDI et les ambassadeurs du Canada.

Lors de leur visite dans le nord de l'Équateur, les gouverneurs ont visité le site d'un fort complexe projet de gestion de bassins hydrographiques, situés en haute altitude à proximité des pâturages et champs de pommes de terre, de canne à sucre et de haricots. À cette occasion, ils ont rencontré les conseillers municipaux qui participent à une « table ronde » d'un genre particulier où se gèrent les questions qui touchent plus d'un secteur de juridiction. Ils ont aussi visité le projet Écosystèmes et santé humaine mené à Cayambe, en Équateur, par le Centro de Estudios y Asesoría en Salud (CEAS). Les chercheurs locaux ont mis au point des instruments d'évaluation épidémiologique fort simples auxquels les collectivités peuvent avoir recours pour surveiller les impacts sur la santé humaine des risques liés à l'environnement et au milieu de travail. L'interaction entre les membres du Conseil des gouverneurs, les agents de programme et le directeur régional a donné lieu à d'intéressantes discussions sur les moyens de mettre en œuvre la stratégie du CRDI. Les projets visités ont fourni des exemples concrets.



Visite des gouverneurs à Cayambe

DES NOUVELLES DES AMIS

Au cours de l'année, Jacques Gérin, membre du Conseil des gouverneurs du CRDI, a été nommé secrétaire général du Groupe consultatif international de la Banque mondiale sur le Projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad-Cameroun. Le Groupe consultatif international informera le Groupe de la Banque mondiale ainsi que les gouvernements du Tchad et du Cameroun des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet et dans l'atteinte du principal objectif : la réduction de la pauvreté. Le projet vise également à accroître les investissements publics dans les infrastructures, la santé et l'éducation.



DONNEZ-NOUS DE VOS NOUVELLES

IDRC  CRDI

Adressez vos commentaires et questions — ou donnez-nous de vos nouvelles — aux soins de :
Line Caouette
Affaires publiques, CRDI,

B.P. 8500, Ottawa (Ontario)
Canada K1G 3H9

Télécopie : (613) 563-2476

Courriel : lcaouette@idrc.ca

www.crdi.ca

Le CRDI s'applique à produire des publications qui respectent l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable; l'encre et les enduits sont d'origine végétale.

Canada

Les Amis DU CRDI Août 2001